

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 19 • 8 MAI 2020 • CHF 3.-

Un plein de revendications pour le 1^{er} Mai en Suisse romande

page 2



Manaus, cité amazonienne, affiche un taux record de décès dus au coronavirus.

page 5



IL FAUT LE DIRE...

Pétrole: entre chance et risque

Avec la crise du Covid-19, la consommation mondiale de produits pétroliers a baissé de 25% ces 2 derniers mois. Les prévisions pour 2020 envisagent une diminution de quelque 10% au maximum, lissée sur l'ensemble de l'année, faisant repasser la consommation moyenne mondiale au-dessous de 100 millions de barils/jour. Ce serait la première fois depuis 11 ans que l'on observerait pareille chute drastique.

Une chance et un pas vers la transition écologique? Il faut rappeler que cette diminution de la demande est aussi liée à une augmentation de l'offre. Cette dernière se rattache à la guerre des prix que se livrent les plus gros producteurs que sont les Etats-Unis, la Russie et l'Arabie Saoudite. Le monde regorge de pétrole extrait. Situation paradoxale pour une ressource dont on sait qu'elle épuisable. Ceci au moment où mouvements sociaux et partis de gauche portés par les jeunes, exigent une transition écologique rapide et une préservation de la biodiversité.

Rappelons que l'Accord de Paris sur le climat (2015) prévoit de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés. Il «cherche à parvenir au plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais... et à opérer des réductions rapidement par la suite». Est aussi évoqué le désinvestissement des entreprises impliquées dans l'extraction de combustibles fossiles, dans le but de réduire le réchauffement climatique en s'attaquant à ses causes. Malheureusement, depuis lors, la production n'a cessé d'augmenter, en particulier aux Etats-Unis, devenu le premier producteur mondial, grâce à ses gisements bitumeux à l'extraction extrêmement polluante et coûteuse. Pour assurer cette production, les compagnies pétrolières ont bénéficié de largesses fiscales. Or elles ne sont rentables qu'avec un prix du baril à 85 dollars, c'est dire les pertes colossales qu'elles subissent actuellement. D'ailleurs, le gouvernement Trump leur a déjà promis une aide substantielle, argent qui n'ira pas vers ceux qui souffrent le plus de la crise du Covid-19, et encore moins vers de projets énergétiques alternatifs.

Et pourtant, tous les spécialistes du climat, GIEC en tête, répètent inlassablement que, sans transition écologique volontariste, le réchauffement climatique sera beaucoup plus important.

Alors qu'une transition écologique s'impose chaque jour de manière plus urgente, ce n'est pas l'heure de subventionner les grandes compagnies pétrolières ni d'ailleurs les compagnies aériennes ou de frets maritimes, pour le moins sans contreparties fermes. La pandémie liée au dérèglement écologique est plus sournoise, mais elle est une menace bien pire pour l'humanité que le Covid-19.

Bernard Borel

Appels au salut commun

LUTTES • Las du système dominant et des dégâts qu'il entraîne, de nombreux collectifs sont vent debout pour faire du drame en cours un levier de changement sociétal.

«Arrivé à un certain degré, [le capitalisme] engendre de lui-même les agents matériels de sa dissolution. A partir de ce moment, des forces et des passions qu'il comprime, commencent à s'agiter au sein de la société. Il doit être, il est anéanti», écrivait Karl Marx dans *Le Capital* en 1867. Il se pourrait que ce moment approche. A travers toute la Suisse, comme ailleurs, fleurissent de nombreux appels, manifestes et pétitions pour changer son logiciel ultralibéral et mettre un terme aux dégâts qu'il génère sur les humains.e.s, les sociétés et l'environnement.

Lundi dernier, à l'occasion de la réouverture du Parlement, de nombreux.se.s Suisse.sse.s ont répondu à «l'Appel du 4 mai "pour un redémarrage humaniste local et durable"», dont la pétition mercredi près de 60'000 signatures. Depuis fin avril, «le Manifeste d'Après» du réseau Genevois de l'économie sociale et solidaire Après-Ge (ESS) se répand à travers de multiples canaux virtuels. Le 15 mai prochain, se tiendra une mobilisation en ligne pour l'environnement et la justice climatique à l'appel de la Grève pour le climat (Climastrike) notamment. On pourrait encore citer la pétition de Greenpeace pour que «le soutien apporté à l'économie tienne compte du climat», ou celle du Parti du travail (PST-POP) afin de taxer les grandes fortunes (voir *GH* 14). Toutes ces initiatives ont en commun de vouloir saisir la douloureuse occasion que constitue la crise du Covid-19 pour bâtir un monde plus juste, équitable et durable, en faisant dérailler «la machine» afin de nous éviter de retourner à «l'anormale».

Reprise économique plus sociale

Pour les initié.e.s de «l'Appel du 4 mai» après des semaines de semi-confinement qui ont bousculé nos habitudes, il ne faut pas laisser «le monopole de la parole» aux milieux économiques, qui pressent pour «un redémarrage rapide du système en mode *business as usual*, un soutien aux grandes entreprises, négligeant trop souvent les familles et les indépendant.e.s». Ils-elles souhaitent que fort.e.s de nos expériences de «l'essentiel et du superflu», nous ayons constaté que nous dépendons de professions souvent peu valorisées, liées à l'alimentaire ou à la santé. Ils-elles espèrent également que nous ayons pris conscience de l'importance du rôle des femmes dans la société et les foyers, qui «trop souvent» ont à



La «Grève pour l'Avenir» lance «l'alarme climatique» le 15 mai pour rappeler l'urgence de réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Gustave Deghilage

cumuler travail rémunéré et travail domestique. Enfin, ils-elles s'attendent à ce que nous ayons réalisé que «l'abondance de nourriture n'était pas immuable» et qu'elle provenait d'une nature «malmenée par la politique d'économie globalisée soutenue par nos gouvernements».

Face à ces constats, les signataires en appellent aux parlementaires pour qu'ils-elles mettent en place une reprise économique plus sociale, qui valorise les professions «essentiels», reconnaisse le rôle «fondamental» du travail domestique et soutienne les «oublié.e.s» des programmes de soutiens comme les «petit.e.s» indépendant.e.s. De plus, ils-elles revendiquent que la reprise soit plus locale, en ce qu'elle favorise les circuits courts (du producteur au consommateur) et réduisent les dépendances internationales en termes d'alimentation ou de produits médicaux, par exemple. Enfin, ils-elles en appellent à une relance écologique qui conditionne les soutiens à des activités économiques durables.

L'égalité veut d'autres lois

Même son de cloche du côté de l'ESS qui, dans son manifeste, appelle à une *New Deal* écologique et solidaire, en référence à la politique intervention-

niste de l'administration du président Roosevelt au moment de la Grande dépression dans les années 30. Ce manifeste, qui soulève les mêmes problématiques que l'Appel du 4 mai, est toutefois plus détaillé et constitue quasiment un programme politique. Ainsi, il appelle à la construction d'un modèle économique qu'il qualifie de «sobriété solidaire». Ce dernier quitterait le pétrole et le nucléaire pour la sobriété énergétique et les énergies renouvelables. Et mettrait fin à la finance spéculative pour faire place à une finance durable dont l'impact écologique et social serait positif.

Cette politique économique serait, entre autres, fondée sur la mutualisation et la coopération, au travers de coopératives de production, d'habitat, de consommation. Parmi les nombreuses propositions concrètes de l'ESS, qui a fondé la monnaie locale *Le Léman*, on trouve l'idée qu'une partie des aides financières soit versée dans ce type de liquidités afin de s'assurer que cet argent contribue avec certitude à développer des circuits courts et durables. Le réseau propose également la mise en place d'une plateforme d'échanges de biens et de service en mesure de concurrencer des géants comme

Amazon, tout en respectant des exigences de solidarité et de durabilité.

Vers les luttes finales?

Sur le front climatique, la «Grève pour l'Avenir», qui devait avoir lieu le 15 mai prochain, devra finalement être reportée. Cette dernière avait été lancée par Climastrike notamment, et devait être un premier jalon vers une grève générale. Toutefois, les organisateurs et organisatrices de la section neuchâteloise qui souhaitent tout de même «marquer le coup», ont décidé de s'adapter à la situation et lancent «l'alarme climatique». Ainsi, ils-elles appellent à faire un maximum de bruit aux fenêtres et balcons, vendredi 15 mai à 11h59. Les participant.e.s sont ensuite appelé.e.s à manifester en ligne, en utilisant le hashtag (mot-dièse) #ChallengeForFuture pour partager slogans et pancartes sur les réseaux sociaux, en attendant de pouvoir prendre la rue.

Chaque jour le modèle dominant perd des adeptes et les alternatives gagnent en force. Hier éclatées, ces dernières convergent aujourd'hui, pour charpenter un avenir en commun qui risque fort de dépasser les frontières et qui sait redéfinir le genre humain. ■

Jorge Simao

Un plein de revendications pour le 1^{er} Mai

LUTTES • Dégarni de tout défilé public, la journée internationale de lutte des travailleurs a pourtant permis de faire entendre des revendications, notamment devant les hôpitaux publics à Lausanne et Genève.

Temps de coronavirus oblige, les cortèges du 1^{er} Mai ont été annulés dès le début de la pandémie, mais cela n'a pas empêché l'effervescence militante. Au niveau suisse, l'USS a organisé toute la journée des ateliers et tables rondes en direct sur son site et posé ses revendications. La faitière a ainsi insisté pour que le versement du salaire en cas de chômage partiel se fasse à 100% et non à 80%. Pour ceux et celles qui n'ont droit ni au chômage partiel ni aux Allocations perte de gain (APG), elle a réclamé la création d'un fonds de transition national Covid-19. «La Banque nationale suisse dispose de quelque 800 milliards de francs qui nous appartiennent. La Confédération dégage régulièrement des excédents. Elle doit les injecter et suspendre le frein à l'endettement», a expliqué Vania Alleva, présidente d'Unia dans un communiqué.

Soutien aux victimes de la crise

A l'occasion de cette journée, le Parti suisse du Travail – Parti Ouvrier et Populaire (PST-POP) a aussi fait entendre sa voix, rappelant dans un communiqué que «la crise économique frappe déjà durement les classes populaires, en particulier les travailleurs et travailleuses». Il a dénoncé la réouverture rapide de certains secteurs depuis le 27 avril qui doit s'amplifier à partir du 11 mai, «en faisant passer les profits avant la santé». Face à cette situation, le parti exige la mise en place d'une taxe Coronavirus (voir GH 14) sur les grandes fortunes afin de soutenir les victimes de la crise. Il demande que les éventuels dividendes à verser des grandes entreprises servent à financer et renforcer la santé publique. De même qu'une augmentation de ses effectifs et le retrait par le Conseil fédéral de l'ordonnance rallongeant les horaires de travail.

Il veut aussi une interdiction de tout licenciement pour les entreprises qui touchent des aides d'Etat et la garantie pour toutes et tous d'un revenu pendant la durée de la crise. Il revendique aussi la prolongation des permis de séjour des travailleurs étrangers, même en cas de perte d'emploi et qu'il y ait davantage de contrôles et des sanctions pour les entreprises qui abusent des aides d'Etat en lien avec la crise du Covid-19.

Défense des services publics

En Suisse romande, outre la mobilisation colorée et bruyante sur certains balcons, des actions ont aussi eu lieu sur le pont du Mont-Blanc à Genève ou devant les hôpitaux du CHUV et des HUG, avec des prises de paroles des syndicats. Dans la capitale vaudoise, le SSP a défendu le rôle des services publics devant l'hôpital universitaire. «Le secteur public constitue le cœur de la



Dans le Val-de-Travers, le conseiller général POP de la commune, Philippe Vaucher, a sillonné les différents villages, en faisant résonner des chants révolutionnaires.

réponse à cette situation extraordinaire. Ces secteurs subissent pourtant depuis longtemps la pression des coûts, de la diminution des ressources en conséquence de la sous enchère fiscale et de la mise en concurrence et des privatisations. Aujourd'hui, nous attendons que les

autorités inversent la vapeur et réinvestissent massivement pour renforcer et développer les prestations», a expliqué Julien Eggenberger, président du SSP-Vaud.

Face aux baisses de salaires et aux suppressions de postes que subodore le syndicat pour

l'après-crise, SSP réclame aussi une taxe de solidarité Covid-19 et une plus forte imposition des grandes fortunes.

Fin du «business as usual»

A Genève, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) soutient les demandes de revalorisation salariale et de primes pour le personnel de nettoyage, les coursiers, les vendeuses ainsi que le personnel de la santé. Lors d'un point de presse au pied de la statue du migrant au Passage du Mont-Blanc, des employé.e.s de l'économie domestique et des livreurs ont quant à elles/eux mis le doigt sur l'absence de mesures de protection sanitaire.

Licenciée d'un grand hôtel, où elle travaille comme femme de chambre depuis deux ans, Maria a exigé des sanctions sévères contre ce type d'agissements. «Je trouve scandaleux qu'on ait été licenciés, alors que quelques semaines avant, l'hôtel nous rassurait: la mise en place des RHT suivait le but de préserver nos postes de travail» a-t-elle précisé. Les syndicats continuent de réclamer un fonds de soutien cantonal pour compenser la perte du chômage partiel pour les plus bas revenus et une aide pour les personnes exclues du dispositif fédéral.

Le Val-de-Travers en chansons

Dans le Val-de-Travers, action originale du conseiller général POP de la commune, Philippe Vaucher a sillonné les différents villages, en faisant résonner deux classiques du mouvement ouvrier, *Bella Ciao* et *Le Temps du muguet* depuis sa voiture. «On a pensé que faire sortir chanter les gens et leur offrir un peu de musique leur ferait plaisir. A part quelques grincheux, on a eu de très bons échos», a expliqué le militant sur les ondes de la RTN. «Il est important maintenant de revaloriser toutes ces professions très féminisées qu'on regardait de haut», tranche le Vallonier. «Plus globalement, on doit réfléchir à notre manière de fonctionner dans ce système, où l'argent domine tout. On ne peut pas continuer comme ça», a-t-il encore plaidé. «On veut que l'Appel du 4 mai (Appel citoyen lancé sur les réseaux sociaux pour un «redémarrage humaniste, local et durable»). Voir page 1, ndr) soit entendu. On ne voudrait pas que cela reparte sans réflexion et sans faire les choses de manière différente. Quand on voit que le parlement sort des milliards pour sauver Swiss – en mains allemandes –, cela manque de discernement. La crise du Coronavirus est finalement un détail par rapport aux crises migratoire et climatique qui viennent», a-t-il conclu. ■

Joël Depommier

Liberté d'expression sous pression

SUISSE • Amnesty International Suisse s'inquiète de l'interdiction indifférenciée de manifestations, qui menace la liberté d'expression dans notre pays.

Ce mardi, une vingtaine de militants pour le climat ont rapidement été dispersés par la police bernoise devant le site de Bernexpo où se tient la session extraordinaire du Parlement. Ils tenaient à manifester contre la décision de la Chambre basse d'allouer 1,9 milliard de francs aux compagnies aériennes Swiss et Edelweiss sans contrepartie écologique. Au moment de leur départ, les activistes ont souligné qu'ils respectaient la distance sociale de 2 mètres et portaient des masques. Rien n'y a fait. La police a rappelé que les rassemblements étaient interdits dans cette période de pandémie. Le 1^{er} mai, dans des villes comme Berne, Zurich et Lausanne, la police s'est aussi opposée à des mini-cortèges planifiés par les organisateurs de la manifestation. Circulez, on ne veut pas vous voir!

Des tels empiétements à la liberté d'expression commencent sérieusement à inquiéter Amnesty International Suisse, qui exige dorénavant des directives claires pour l'expression de l'opinion dans les lieux publics. «Celle-ci devrait être autorisée si la forme d'expression ne représente manifestement pas de risque en termes de propagation de la pandémie», estime l'organisation des droits humains. «Selon l'ordonnance 2 Covid-19, les manifestations (art. 6), tout comme les rassemblements de plus de 5 personnes dans l'espace public (art. 7c) sont interdits. Toutefois, les interdictions devraient toujours rester proportionnées et ne pas restreindre inutilement la liberté d'expression. Selon l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), il existe une marge d'appréciation, surtout si des personnes individuelles participent à une action», développe l'organisation. Elle

considère donc que les mesures visant à restreindre les manifestations publiques doivent être appliquées de manière proportionnée en comparaison avec d'autres activités autorisées. «Il n'y a aucune raison d'interdire des formes d'actions qui ne constituent pas une menace pour la santé publique. Ainsi, l'expression visible d'opinions par des individus et des petits groupes, ou des actions symboliques sans la présence physique d'un grand nombre de participants devraient être admises. En outre, les autorités compétentes devraient à nouveau traiter et octroyer des autorisations pour de telles actions. On devrait offrir la possibilité aux participants de se disperser volontairement», conclut Amnesty, rappelant que l'arrestation des manifestants pouvait entraîner des risques accrus d'infection. ■

Réd.

Pour la baisse des primes d'assurance maladie

Le 30 avril, le Mouvement populaire des familles (MPF), l'Association des familles monoparentales (AFM), les associations membres du Collectif d'associations pour l'action sociale (CAPAS), Pro Familia Suisse et plusieurs partis de gauche, mais aussi le MCG, se sont fendus d'une missive à Alain Berset. Les signataires demandent à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) que les primes d'assurance maladie obligatoire de soins soient diminuées de 60%.

«Cette remise doit s'appliquer à toutes les personnes ou familles touchées par une diminution de revenus due aux conséquences de la pandémie, cette crise ayant d'importantes répercussions sur leurs revenus. Elle concerne notamment toutes les personnes à emploi, statut et revenu précaires tels les nettoyeurs.euses, les mères célibataires, les personnes gardant des enfants ou les personnes s'occupant de malades ainsi que les indépendants», précisent les signataires dans leur missive. La mesure pourrait s'appliquer depuis le mois de mars et aussi longtemps que dureront les mesures liées à cette pandémie. Son montant pourrait être financé par les réserves des caisses maladie et par la Confédération. La demande va dans le sens de celle de l'Union syndicale suisse, qui dans une conférence de presse du 15 avril avait demandé une réduction de primes pour les salarié.e.s aux revenus faibles et moyens. ■

Réd.

Des aides financières en question

SUISSE • Dans le sillage du gouvernement, les chambres approuvent des crédits pour relancer la machine économique d'après-confinement.

La normalité démocratique était presque de retour cette semaine, avec la réapparition des parlementaires à Berne pour leur session extraordinaire au parc de Bernexpo. La droite, toujours majoritaire dans les chambres, piaffant d'impatience d'entériner le nouveau rapport de force au sein du gouvernement. Celui-ci se penche nettement plus vers l'axe PLR-UDC. «Le Conseil fédéral a cédé aux pressions de l'économie et les quatre ministres de droite ont réussi à minoriser les deux socialistes et la démo-chrétienne, Viola Amherd. Résultat: on déconfiner, on restaure la «liberté de commerce et de l'industrie». Et tant pis pour la maîtrise, rendue beaucoup plus difficile, de l'épidémie. On n'écoute plus les médecins, on écoute les patrons», analyse ainsi sur son blog le conseiller municipal genevois Pascal Hollenweg (PS).

Sujet emblématique, la recapitalisation des compagnies aériennes suisses, qui sont actuellement clouées au sol du fait de la pandémie. Tout comme le conseil des Etats, le conseil national a donné son aval aux garanties bancaires de 1,2 milliard de francs pour Swiss et Edelweiss, ainsi qu'à une aide de 600 millions de francs destinée aux entreprises connexes travaillant sur les aéroports nationaux, mais sans exiger de réduction des émissions de gaz à effet de serre. «L'aviation civile est pourtant l'une des principales sources d'émission de CO₂ et celle qui se développe le plus rapidement. En Suisse, elles ont augmenté de plus de 70% depuis 1990. L'aviation est responsable actuellement de près de 19% des gaz à effet de serre en Suisse. C'est un chiffre très élevé en comparaison internationale», a expliqué en vain, l'élue verte genevoise, Isabelle Pasquier-Eichenberger, tout en



Les deux chambres ont donné leur aval aux garanties bancaires de 1,2 milliard de francs pour Swiss et Edelweiss, sans contrepartie.

Hypervel

dénonçant la sous-enchère salariale qui règne dans ce secteur des vols à bas prix.

La gauche sociale minorisée

Au-delà de cette passe d'armes, l'unanimité a été de mise pour voter les crédits extraordinaires de 57 milliards débloqués dès le 14 mars par le gouvernement pour soutenir les prêts aux PME et le soutien aux assurances chômage et perte de gain. Le National a aussi approuvé une aide de 100 millions de francs (finalement redescendue à 65 millions après le vote des

deux chambres) pour les crèches privées. Il a cependant rejeté trois amendements déposés par la gauche de la gauche, qui réclamaient la garantie des revenus à 100% pour les personnes au chômage ou en réduction du temps de travail (RTT), l'élargissement des Allocations pour perte de gain (APG) aux personnes sans-papiers et aux petit.e.s indépendant.e.s précaires, ainsi qu'une augmentation des aides d'urgence en faveur des acteurs culturels. La première demande, défendue aussi par l'Union syndicale suisse (USS)

supposait une rallonge de crédit de 5 milliards, mais a été repoussée par 124 voix contre 54. La deuxième proposition, qui aurait permis de couvrir de nombreuses personnes actives dans les domaines de l'économie domestique sans ressources, forcées de se replier sur les distributions de nourriture gratuite comme on l'a vu à Genève, a été refusée par 129 voix contre 61. Le quadruplement de l'enveloppe consacrée à l'aide d'urgence en faveur des acteurs.trices culturel.le.s (notamment les intermittents sans contrats formels, personnes

travaillant à l'heure, sur appel ou à la prestation) a aussi été repoussée.

Soutien limité à la presse

Suivant le Conseil des Etats, le National a, en revanche, largement approuvé deux motions pour débloquer une aide totale urgente de 65 millions pour les médias privés. Cette somme doit permettre de financer le service de base de l'agence de presse Keystone-ATS afin qu'il soit mis gratuitement à la disposition des médias pendant la crise. De plus, 25 millions sont aussi alloués à un acheminement postal gratuit des journaux régionaux et locaux – ce qui concerne aussi *GaucheBdo* – durant le temps de la pandémie. Pour les autres journaux quotidiens, la Poste doit prévoir un tarif avantageux. Ils ne bénéficieront de cette aide que s'ils renoncent à verser des dividendes à leurs actionnaires pour l'exercice 2020. Une aide immédiate de 30 millions de francs supplémentaires pour les radios et télévisions locales privées est aussi prévue. «Si elle est mise en œuvre maintenant, l'aide de transition pourrait atténuer les pires dommages irréparables subis par les médias. Cependant, cela ne résoudra pas la crise des médias préexistante. Cette question sera examinée par le Parlement lors de la session de juin sous la forme d'un nouvel ensemble de mesures à long terme (consistant dans un paquet structurel de 70 millions proposé par le Conseil fédéral, ndlr)», estime le syndicat Impressum.

Alors que le Conseil aux Etats a adopté une motion pour que les petites entreprises et les indépendants soient exonérés pendant deux mois de leur loyers, le National planchait sur un rabais de 70% sur la période. La décision finale est reportée au mois de juin. ■

Joël Depommier

Repenser le modèle économique

NEUCHÂTEL • Le Conseil d'Etat s'arroge les pleins pouvoirs jusqu'au 26 mai; la situation économique continue de se détériorer, rappelant la nécessité de réfléchir à d'autres modèles.

Réuni le 5 mai, le Grand Conseil neuchâtelois a octroyé une prolongation des prérogatives du Conseil d'Etat jusqu'au 26 mai. Ce décret permet ainsi au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de la population dans un canton où, selon certaines extrapolations, 5% de sa population serait affectée. Le représentant du groupe POPVertSol, Michael Berly (POP), a rappelé que cette prolongation exceptionnelle était difficilement acceptable. Celle-ci devait se limiter aux deux prochaines semaines et intégrer de manière étroite les commissions au processus décisionnel.

Le bureau du Grand Conseil a par ailleurs refusé l'urgence de deux projets de loi du groupe. L'un avait pour but de suspendre les baisses et autres allègements fiscaux octroyés aux personnes morales; l'autre demandait une contribution exceptionnelle des grosses fortunes, qui n'ont eu de cesse d'augmenter ces dix dernières années. Le député POPVertSol, Michael Berly, a par ailleurs exhorté le Conseil d'Etat et le parlement à intégrer de manière systématique le

principe de durabilité dans tous ces rapports futurs.

Situation économique

Depuis la moitié de l'année 2019, le secteur horloger, notamment le milieu de gamme, est confronté à une péjoration de sa situation économique. La situation Covid est bien évidemment venue accentuer ce processus. Le Chef du département de l'économie neuchâteloise, Jean-Nathanaël Karakash, rappelle qu'une montre sur deux finit en Chine et ce par différents biais (vente aux touristes chinois, dans les diverses succursales ou à l'intérieur du pays). Toutes activités confondues, c'est environ 50'000 emplois, soit plus de la moitié des postes de travail neuchâtelois, qui sont au bénéfice de Réductions d'horaire de travail (RHT). Si celles-ci limitent les licenciements et l'impact sur les emplois à court terme, elles ne permettront sans doute pas sur le moyen terme de faire face à la crise sanitaire et à la diminution globale de la demande au niveau mondial.

Bref, le temps est plus que jamais opportun de repenser notre modèle

économique. Le système ne parviendra tout simplement pas à absorber le nombre de chômeuses et chômeurs sur le marché de l'emploi. Seule la répartition globale du temps de travail sur la population active, c'est-à-dire une réduction des horaires pour tous et un revenu universel, permettra de construire une société équilibrée, à la fois respectueuse de tout un chacun et de l'environnement.

Un 1^{er} Mai d'initiatives

Jour férié dans le canton de Neuchâtel, le 1^{er} Mai a vu une multitude d'initiatives dans cette période marquée par l'épidémie et le semi-confinement. Au Val-de-Travers, le Parti Ouvrier et Populaire a ainsi diffusé des chants engagés dans les rues (voir article page 2). Sur la toile, différentes initiatives ont également défilé tout au long de la journée. Unia a sillonné des rues virtuelles via sa page Facebook, en laissant la parole à ses différents secrétaires syndicaux.ales. Rétrospectives, programmes et enjeux ont pu ainsi être découverts, mais tous appelant à continuer la lutte. ■

Cédric Dupraz



Seniors face à la crise

COURRIER • Engagée contre les injustices au sein du PdT, de l'AVIVO, du Conseil municipal de Meyrin ou de la Fondation des aînés.e.s de Genève, Léonor Zwick-Merchan défend les seniors.



La séparation entre grands-parents et famille est un «manque très douloureux, qui nous empêche de vivre».

Stewart Black

J'ai envie de pleurer, mais les larmes ne viennent pas. C'est une vieille histoire chez moi. Mais l'angoisse m'envahit. La poitrine m'opprime et m'envoie de l'air par saccades jusqu'à la bouche, je dégage un grand soupir qui me soulage. (...) En temps normal, je suis entourée d'une famille, qui se compose de deux filles (et leur conjoint), cinq petits-enfants (et leur conjoint) et six arrière-petits-enfants. Nous entretenons tous des liens très forts et réguliers entre nous. Et soudain arrive cette pandémie universelle, complètement imprévue par tous les gouvernements. Ils ont préféré pendant les années de prospérité de certains, baisser les budgets sanitaires et sociaux. Et ne pas écouter la grande probabilité de la survenance de cette catastrophe, formulée par de nombreux milieux scientifiques. (...)

Etat d'urgence vitale

Il est flagrant que nous avons fait preuve d'imprévision dans les commandes du matériel nécessaire pour les hôpitaux, comme les respirateurs, les tests et les habits, mais également en ce qui concerne les ressources nécessaires en personnel. Des imprévus qui toutes découlent des diminutions des budgets destinés à la santé publique. (...)

Le déconfinement arrive et les témoignages de détresse économique montrent une inégalité sociale criante, laquelle, bien que dénoncée moult fois, est tombée dans les oreilles d'un sourd. Les salaires sont trop bas et les personnes au chômage partiel, avec seulement 80% de leur revenu, n'arrivent pas à vivre. Ne parlons pas de ceux qui accomplissent des travaux non assurés et qui n'ont droit à rien. La solidarité sociale est intervenue pour soulager certains foyers mais cela, ce ne sont pas des droits, ce sont des aumônes.

Les applaudissements au personnel hospitalier dans la nuit ne m'ont pas enthousiasmée. Pourquoi pendant la nuit? Il aurait fallu, à la lumière du jour, manifester claire-

ment pour des augmentations de salaire, importantes et réelles afin d'encourager d'autres personnes à devenir infirmières, aides soignantes ou nettoyeurs. Je reviens à ma phrase initiale, «J'ai envie de pleurer». Cette fois, en entendant que des individus ont attaqué verbalement des personnes âgées qui faisaient la queue devant un magasin d'alimentation, les accusant d'être la cause du confinement obligatoire et ainsi de la détresse économique des jeunes.

Entre-temps, d'autres voix se sont levées, plus ou moins fortes, pour s'interroger sur la nécessité de tout sacrifier pour sauver «les vieux». Une fois de plus on se trompe de cible, il nous a manqué un débat qui aurait fait ressortir quelles vérités se cachent derrière ces arguments.

Les seniors, cobayes ?

C'est vrai que le confinement rigoureux et obligatoire sauvera nos vies, c'est évident, mais nous ne sommes pas dupes. D'une part, n'étant pas des personnes productives, nous ne sommes pas nécessaires à l'industrie et à la sacro-sainte économie. D'autre part, nous n'encombrerions pas les hôpitaux qui manquent de lits, de respirateurs, de masques et de personnel, et ainsi le personnel sanitaire ne devrait pas faire le choix pénible entre sauver la vie d'un vieux ou d'un jeune.

Lors d'une récente conférence de presse, à la question d'un journaliste qui demandait à M. Berset quand les personnes à risque (on nous appelle ainsi maintenant) seraient déconfinées, ce dernier avait répondu «quand on aura trouvé un vaccin». Là, nous ne sommes pas dupes non plus, Nous tient-on à l'écart pour servir de cobayes? Et pour combien de temps? (...)

Ma famille me manque, ras le bol de ces télé-conférences car les petits ne comprennent pas bien notre absence réelle. C'est un manque très douloureux qui nous empêche de vivre, qui nous rend malades. ■

Léonor Zwick-Merchan,
Meyrin

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Journal du coronavirus

Lundi 27.4.20, 21°

Marcel Ospel est mort, à 70 ans, d'un cancer, pas du Covid-19. J'avais écrit une lettre de lecture, parue dans *Le Courrier* du 10.8.2010, intitulée «Merci, Monsieur Ospel!» après qu'il eut dû démissionner comme PDG de l'UBS, avec un joli parachute doré. «Si je résume, vous avez ruiné Swissair, mis 5500 travailleurs d'UBS au chômage, contribué à celui de milliers d'autres, vous et vos semblables avez privé de toit des millions d'Etasuniens, provoqué un effet domino qui s'est propagé à la terre entière, poussant des centaines de banques à la faillite, quand ce n'est pas un pays entier, comme l'Islande. De combien de ruines, de combien de morts êtes-vous indirectement responsable, Monsieur Ospel? Tandis que l'économie s'effondre, vous êtes probablement en train de jouer au golf à Dubaï... Merci, Monsieur Ospel!» Après sa chute, Ospel n'osait plus aller dans un restaurant en Suisse: il se faisait tellement huer par les client.e.s qu'il devait quitter sa table! Je n'ai jamais détesté autant un humain, si j'excepte les dictateurs et les criminels de guerre. Fort vent depuis 17h30, pluie: Pollux revient mouillé!

Tri. Je retrouve une page de la *TdG* du 19.10.87 présentant les 13 élus au National et aux Etats: rien que des mecs, aucune femme!

Mardi 28.4.20, 16°

Ruée hier sur les bricos et les jardinerie, queues, temps d'attente à l'extérieur et aux caisses. J'attendrai un peu. Les coiffeurs ont repris le travail le lundi, confinés assez longtemps. On découvre qu'ils font partie des métiers indispensables!

M-Magazine, une et article sur Alain Berset, devenu une vedette! Je lui envoie un courriel de félicitations.

Italie. Nouveau pont pour remplacer le pont Morandi, qui s'était écroulé le 14.8.18. 10% des marchandises passaient par ce pont.

Neuchâtel. La fête des vendanges est annulée.

Je descends les boîtes où je range mes sacs, je suis folle de garder tout ça! J'en élimine au moins une vingtaine, mais il en reste autant!

Le Courrier. Superbe chronique de Michel Bühler sur la responsabilité des humains dans cette pandémie. Je le félicite.

Le chef Raoni appelle à l'aide.

Le nombre de personnes au bord de la famine risque de doubler en 2020 à cause de la pandémie.

Que des mauvaises nouvelles!

Mercredi 29.4.20, 18°

Après 6 semaines, j'ai fait revenir ma femme de ménage, elle porte un masque. Elle a eu très peur pour ses 3 enfants, qui toussaient. Je lui montre mon bureau dégagé, la terrasse avec la vitre et le pare-vent, qu'elle photographiera, pour sa maison au Kosovo. Elle me remercie de la payer, je suis la seule à le faire. Elle et son mari envoient de l'argent à leur famille au Kosovo.

11h, appel d'*Encre fraîche*. La parution de mon recueil est repoussée d'une année.

Repas: asperges et rosé.

Vais acheter *le Canard*, retour par la route et les vignes. Regarde les dessins et lis la 1^{ère} page sur la terrasse, le vent est tombé.

TSR2: *La carapate* de Gérard Oury, 1978, avec Pierre Richard et Victor Lanoux. Jubilatoire, la scène du striptease devant une station d'essence, les yeux exorbités des conducteurs, dont les voitures s'encastrent les unes dans les autres. Un bol de rire avant de me coucher.

Jeudi 30.4.20, 15°

Alors que la pandémie occupe le monde, les criquets pèlerins continuent de ravager l'Afrique, notamment le Kenya, la Somalie, l'Ethiopie. Cela va ajouter 5 millions de personnes aux 20 déjà sous-alimentées. Lessive.

TdG. Herrmann a droit à la une: un couple s'apprête à entrer dans un restaurant, la femme demande si c'est bien prudent, l'homme répond: «Oui, c'est chinois!»

Le CF a donc décidé de déconfiner, le rapport de force a basculé au CF, les représentants de la droite ont gagné.

Incivilités: masques jetés à terre, ou dans le papier à recycler (!), débarras sauvages, jetés dans la campagne. Parfois, je déplore de faire partie de l'espèce humaine...

Copie mes notes.

TJm. Manque de surblouses! Une usine française en fabrique des lavables, qui, à l'usage, coûtent moins cher que les chinoises! Une absurdité de plus...

Jacquou le Croquant de Laurent Boutonnat, 2005, avec Gaspard Ulliel. Au XIX^e siècle, sous le règne du roi Louis XVIII, dans le Périgord. L'arrogance de la noblesse, même après la Révolution. Il faudra encore celles de 1848 et de 1870 pour que la République soit enfin réalisée en France. Mais la morgue des puissants est hélas encore à l'œuvre aujourd'hui.

Pendant ce temps, je trie!

Léger ensoleillement, mais il souffle fort, je renonce à ma balade.

C dans l'air: Etats-Unis: le Covid pire que le Vietnam.

Au début de la pandémie, la Chine a laissé partir des centaines de milliers de Chinois partout dans le monde en janvier, alors qu'elle connaissait les ravages du virus.

Regarde sur la 5 un documentaire sur les 7 merveilles du monde de l'Antiquité. Le phare d'Alexandrie était plus haut qu'un gratte-ciel moderne. Archimède en avait conçu les plans et les miroirs, qui éclairaient à un jour de voyage sur mer... Il a résisté 1500 ans aux tremblements de terre.

Je classe des documents, dont ceux du Salon du livre 2018...

Vendredi 1^{er} mai 20, 13°

Vania Alleva, présidente du syndicat Unia, à l'interview sur le Premier mai, qu'elle prononce «première mai». 660'000 pauvres en Suisse, une personne sur 8. La pauvreté va augmenter. 1^{ère} fois qu'il n'y a pas de cortège en 130 ans. On fera du bruit avec des casseroles et des sifflets depuis les fenêtres et les balcons.

TdG. «Après-Ge» réfléchit à l'avenir possible.

Je mets les habits dans un sac vert de 60 l et les sacs dans un de 110 l, vais à la déchetterie.

Cartouche de Philippe de Broca, 1962, avec un Jean-Paul Belmondo, éblouissant,

sant, un rôle sur mesure. Cartouche a réellement existé, sévissant sous la Régence, trahi par un de ses hommes, il est roué vif en place de Grève le 28.11.1721.

Tri, encore et toujours.

C dans l'air: Du vert, du rouge, de l'orange... et des espoirs!

Vais chercher un Bordeaux de 2011, il ne faut pas se laisser aller!

J'ouvre l'enveloppe remise par Maryelle, contenant les lettres que je lui ai écrites de 1969 à 1977, quand elle était en Suisse allemande. Durant la période de séparation d'avec mon ex-mari, j'ai multiplié les aventures, souvent décevantes, d'ailleurs. Certains noms ne me disent plus rien. Je suis si absorbée par ma lecture que je décroche de *Candice Renoir*, et ne sais plus qui a tué qui ni pourquoi!

Le Courrier. Pour ses 100 ans, l'ancien combattant Tom Moore a parcouru 100 fois la largeur de son jardin avec un déambulateur. Il est devenu un héros pour les Britanniques en collectant une somme record pour les soignants. Là, je suis à nouveau fière d'appartenir à la race humaine!

Samedi 2.5.20, 12°

Retour de Kim Jong-un lors de l'inauguration d'une usine.

Dessin de Chappatte: un bidon de Javel portant l'étiquette «Tenir éloigné des enfants et du président des Etats-Unis», génial!

TdG. A cause de la pandémie, au niveau mondial, 47 millions de femmes n'auront pas accès à la contraception et à l'avortement, il y aura 7 millions de grossesses non désirées, + 30-45 millions de violences conjugales, + 2 millions de mutilations génitales, + 13 millions de mariages précoces...

Joe Biden accusé d'agressions sexuelles, il nie.

Le Conseil fédéral refuse une aide d'urgence aux médias. Malin!

Sport et dessins d'enfants sur le macadam.

Dimanche 3.5.20, 16°

Je jette les billets des Charotons. J'ai été membre de 2011 à la fermeture, en 2017. On payait 120 francs par mois pour 4 sacs de légumes, mais on devait 4 journées de travail par an.

Appel de Claire à Paris, les travaux dans son appartement de 40 m².

Téléphone à Marie-Jo, bons échanges. On se raconte nos hommes.

TJm. Genève, plus de 2500 personnes font la queue pendant 3 heures pour obtenir des aliments d'une valeur de 20 francs! (Caravane de solidarité), des sans-papiers, des clandestins, des femmes de ménage, etc., qui n'ont plus de revenu. Honte.

Je retourne à mes comptes 2019. Je dois remettre au «Cercler» le montant du chiffre d'affaires.

Tour du jardin, il y a plein de roses, je cueille 9 fleurs pour mon vase.

TSR2, documentaire *Au nom du progrès*, deux siècles de révolutions industrielles et économiques, de l'ère du charbon à celui du Big Data. Conclusion: l'anthropocène est peut-être parvenu au point de non-retour... encore une nouvelle déprimante!

Huguette Junod

GaucheBdo tient bon depuis le début du confinement!

Compte tenu des conditions, ce n'est pas une mince affaire pour l'équipe que de monter GaucheBdo à distance chaque semaine.

Votre journal a besoin de votre soutien!

CCP 12-9325-6

A Manaus, c'est «un film d'horreur»

BRÉSIL • La cité amazonienne affiche un taux record de décès dus au coronavirus. Elle lance un appel à l'aide. En cause, l'urbanisation anarchique et un système de soins hypercentralisé.

En bordure de la forêt, un champ de cercueils. Dix-sept rangées de vingt-sept croix bleues plantées à la va-vite. A quelques mètres des familles qui n'ont pu accompagner leur proche en fin de vie, des tractopelles s'activent pour creuser des fosses communes. Devant les cimetières, un embouteillage de corbillards. Manaus est dépassée par l'ampleur de l'épidémie. «On se croirait dans un film d'horreur», admet le maire Arthur Neto. La métropole amazonienne accuse le plus haut taux des vingt-sept capitales d'Etat du Brésil.

Détresse et désastre absolus

Tout manque: les soignants contraints de travailler même contaminés, les lits d'hôpitaux, le matériel sanitaire, les respirateurs, les fossoyeurs malades ou morts à leur tour, les cercueils dont les stocks n'excèdent pas cinq jours. «J'utilise une cape de pluie pour me protéger», explique un physiothérapeute. Au sein des unités de soins, les morts côtoient les vivants. Ceux qui meurent chez eux ne peuvent bénéficier d'aucune assistance médicale. Dans des camions frigorifiques, les cadavres s'entassent en attendant une sépulture. Depuis une semaine, la moyenne des enterrements y est d'une centaine par jour au lieu de vingt à trente en temps normal. L'Etat d'Amazonas dénombre officiellement 380 décès du nouveau coronavirus pour 5'511 au Brésil, le pays le plus durement touché d'Amérique du Sud. Les chiffres réels

seraient douze à quinze fois plus élevés, selon les spécialistes.

Selon le syndicat des médecins, plus de 500 professionnels ont quitté la zone en quête de meilleures conditions de travail. Tous décrivent un système de santé déjà en apoplexie. La ville ne compte qu'une cinquantaine de lits en soins intensifs pour deux millions d'habitants. «On ne peut plus parler d'état d'urgence, c'est un état de calamité absolue», concède Arthur Neto. La région a fait appel en urgence à des médecins de tout le pays, construit un hôpital de campagne et demandé des fonds au gouvernement fédéral pour faire face. Si tout cela se révélait insuffisant, Manaus pourrait demander l'aide d'autres pays. La ville, développée à la va-vite autour d'une zone franche durant la dictature, oscille entre l'insolence de ses tours et l'indignité de ses bidonvilles. Cette explosion démographique anarchique est aujourd'hui la meilleure alliée du virus.

Extrême centralisation des soins

«Si j'habitais à Manaus, je serais très inquiet», expliquait, le 7 avril, dans une impuissance quasi totale, Luiz Henrique Mandetta, le ministre de la Santé depuis limogé par le président d'extrême droite Jair Bolsonaro avec lequel il était en désaccord sur la gestion de la crise. La situation est d'autant plus préoccupante que, dans cet Etat, les unités de soins intensifs et 80% des médecins habilités aux traitements sont concentrés à Manaus. «La plupart des villages ne sont reliés



à Manaus que par voie fluviale, les liaisons aériennes sont très limitées», rappelle Bernardo Albuquerque, spécialiste des maladies infectieuses à l'Université d'Amazonas (UFAM). Les malades doivent parfois supporter plusieurs jours de navigation pour espérer être soigné. «Quand le patient parvient à arriver en vie, il se trouve souvent dans un état déplorable, sans aucune garantie de pouvoir être soigné. C'est une situation dramatique», conclut le maire.

Autre paradoxe: alors que la destruction des écosystèmes favorise l'émergence des épidémies, la déforestation de la partie brésilienne de l'Amazonie a augmenté, en mars, de 30% par rapport à la même période l'an dernier. Le niveau mensuel le plus élevé depuis dix ans. Selon l'Institut national de recherche spatiale du Brésil (INPE), 326 km² de forêt auraient été rasés, soit l'équivalent de trois fois la superficie de Paris. Les orpailleurs et voleurs de bois profi-

tent de la réduction des patrouilles de la police environnementale pour s'adonner à ces raids illégaux, d'une certaine manière encouragés par Jair Bolsonaro qui donnait son feu vert en février dernier à un projet de loi favorisant l'exploration minière et agricole des territoires indigènes. «J'espère que ce rêve va se concrétiser», disait-il alors, faisant une nouvelle fois montre de son inconséquence. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*

Règne sans fin de la faim

COVID-19 • Plus de 1,5 milliard de personnes risquent de perdre leurs moyens de subsistance selon l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'Organisation a publié, le mercredi 29 avril, ses dernières prévisions sur l'incidence de la pandémie et du confinement sur les travailleurs et les entreprises du monde entier. Pour dresser un alarmant constat d'asphyxie de l'économie mondiale. D'après cette institution, en prenant en compte les travailleurs indépendants, 436 millions d'entreprises, dans le monde, sont aujourd'hui confrontées à des risques élevés de «graves perturbations».

Au total, prévient l'OIT, 1,6 milliard de personnes sont confrontées au «au danger immédiat de voir leurs moyens de subsistance anéantis». Le directeur général de l'organisation, Guy Ryder, prédit d'ores et déjà un «impact énorme en matière de pauvreté». Avec les salariés des TPE employant moins de dix salariés, les plus durement éprouvées par le brutal coup d'arrêt porté à l'activité économique avec le confinement de la moitié de la population mondiale, les travailleurs du secteur informel sont évidemment les plus vulnérables.

Chute vertigineuse des revenus

Leur revenu, dans le premier mois de cette crise, a dégringolé de 60%, avec de fortes disparités régionales: 81% en Afrique et dans les Amériques, 21,6% en Asie-Pacifique et 70% en

Europe et en Asie centrale. «Nous devons tous penser à la souffrance humaine qui se cache derrière ce chiffre», insiste Guy Ryder. Privées de revenus, des familles entières se trouvent ainsi plongées dans le plus total dénuement. Parmi les secteurs les plus touchés dans le secteur formel: la restauration, les services d'hébergement, l'industrie, le commerce de gros et de détail, l'immobilier. Au second trimestre, le total des heures de travail dans le monde devrait chuter

de 10,5% par rapport au trimestre précédent, ce qui équivaldrait à 305 millions d'emplois à plein temps.

Avec le prolongement attendu des mesures de confinement, la situation devrait encore se dégrader. «Des millions d'entreprises à travers le monde ont du mal à tenir la tête hors de l'eau, alerte l'OIT. Elles n'ont pas d'épargne ou pas d'accès au crédit. Voilà pourtant le vrai visage du monde du travail. Si nous ne leur venons pas en aide dès à présent,

elles vont périr, tout simplement.» Dans le sillage de cette crise, la «pire depuis la seconde guerre mondiale», son directeur général appelle à une «nouvelle normalité» dans l'organisation des sociétés et dans la façon de travailler, pour penser «une normalité meilleure, non pas pour ceux qui sont déjà très riches, mais pour ceux qui ne le sont manifestement pas assez». ■

Rosa Moussaoui

Paru dans *L'Humanité*



Guy Ryder, directeur général de l'OIT.

OIT

Epidémie de licenciements au Honduras

Les habitants de Choloma, une ville industrielle du nord du Honduras, ont bloqué le 10 avril la route principale reliant la ville de San Pedro Sula à Puerto Cortés.

Choloma et les villes voisines sont le centre de fabrication des marques étasuniennes dans des usines appelées maquiladoras. Ils sont également l'épicentre du Covid-19 au Honduras, rapporte le site inequality.org. Barrant la route ce matin-là, brûlant des pneus et construisant des barricades, les travailleurs ont exigé que le gouvernement leur donne la nourriture qu'on leur avait promise. «Ils nous ont dit qu'ils seraient là à 7 heures ce matin avec des vivres, mais personne n'est venu. Nous avons faim. Il y a 70 villages qui attendent de la nourriture», a précisé un travailleur sur UNE-TV.

Depuis la mi-mars, des centaines de milliers de travailleurs de ces villes ont été licenciés, les fabricants de vêtements Hanes, Gildan et Fruit of the Loom ainsi que le fabricant de pièces automobiles Empire Electronics, entre autres, ayant annoncé des fermetures de deux à quatre mois. Quelques maquiladoras demandent à certains travailleurs de revenir pour fabriquer du matériel médical.

Dans certaines usines syndiquées, les travailleurs recevaient deux semaines de salaire à titre de compensation. D'autres travailleurs ont reçu leurs congés payés accumulés et rien d'autre. Directrice du CODEMUH, Collectif des femmes honduriennes,

Maria Luisa Regalado a résumé ce qu'elle avait entendu de la part des travailleurs: «Nous avons peur de perdre notre emploi... mais nous nous sentons impuissants. Ceux d'entre nous qui sont locataires ne savent pas comment ils vont payer le loyer. Il y a beaucoup de choses que l'on ne sait pas. Nous ne savons pas ce qu'il adviendra de nos vies.» Pendant ce temps, les Honduriens aux Etats-Unis ont du mal à envoyer des fonds, car beaucoup d'entre eux ont perdu leur emploi. Les envois de fonds représentent généralement 20% du PIB hondurien. ■

Réd. avec www.inequality.org

Les SDF russes face à la pandémie

RUSSIE • Le 2 mai, le pays comptait un total de 124'000 personnes contaminées par le Covid-19. Pour les sans-abri de Saint-Petersbourg, la situation est très difficile.

«En quinze secondes tout a disparu. Il n'y a plus rien à manger ou si peu. Les invendus des supermarchés sont dérisoires, on se bat pour des fruits pourris», raconte Tatiana, le ventre vide. Une litanie répétée par des milliers de bouches, la nourriture est de plus en plus rare pour les sans-abris de Saint-Petersbourg.

S'il y a une population à risque, c'est bien celle des sans-logis. Dans la ville impériale, comme partout dans le monde, le coronavirus frappe sans miséricorde les plus démunis, touchant plus de 60'000 personnes totalement oubliées par l'administration. Aucun filet social étatique n'est là pour leur venir en aide. Déjà, en temps normaux, cette population est ignorée par les autorités. Alors en ces temps incertains, cette indifférence s'apparente à de la non-assistance à personne en danger.

«Quelle angoisse, surenchère Sasha, imaginez-vous, nous sommes dans la rue, le Corona est en ville, et nous n'avons aucune possibilité de nous protéger, de nous confiner, j'en ai la peur au ventre. Et comment nous alimenter? Tout est fermé, même les poubelles sont vides.» Face à cette cruelle constatation, l'ONG Nochlechka a lancé une action à Saint-Petersbourg et à Moscou.

Vaste mouvement solidaire

L'association appelle la population à nourrir les sans-abris. «Déposez des kits de survie contenant nourriture, articles de toilette, si possible masques et désinfectant en des lieux clés de ces deux villes. Une recommandation importante: écrivez à la main et attachez solidement à l'extérieur du sac une notice explicative afin d'informer que son contenu est pour les sans-abris. Si non, les éboueurs risquent de les jeter. De plus le sans-logis saura que c'est pour lui», précise le message.

Et cela marche, nous dit Andreï Chapaev responsable de l'aide humanitaire de l'ONG. «Nous sommes surpris de l'immense élan de solidarité rencontré. Et c'est tant mieux ajoute Andreï, les sans-logis sont de plus en plus nom-



En plus de son centre d'accueil qui abrite une cinquantaine de démunis, le centre de nuit de Nochlechka recueille lui aussi une trentaine de sans-abri.

breux. Beaucoup se sont retrouvés dans la rue récemment. Avant l'épidémie, la plupart n'avaient pas d'emploi fixe, vivotaient de petits boulots informels. Aujourd'hui ils n'ont plus rien.»

Absurdité bureaucratique

Face au Covid-19, Grigory Sverdlin, directeur de Nochlechka, a participé il y a peu à une réunion mise en place par le gouvernement de la Fédération de Russie. Une rencontre présidée par la vice-Premier ministre Tatyana Golikova et consacrée au travail social de rue avec les SDF en temps d'épidémie. Il en est ressorti qu'il n'existe aucune réglementation sur ce type d'ac-

tion. Pour cette raison, les institutions de l'Etat ne peuvent pas travailler elles-mêmes dans la rue. Elles ne peuvent même pas le demander à des organisations caritatives, car de telles options d'aide ne figurent tout simplement pas sur la liste des services socialement utiles. Donc on ne fait rien.

Actions de survie

Face à une telle inaction incompréhensible, Nochlechka mène plusieurs actions de front pour faciliter un peu la survie des sans-abris. En plus de son centre d'accueil qui abrite une cinquantaine de démunis, son centre de nuit recueille lui aussi une trentaine de miséreux. De

plus son bus de nuit maraude quotidiennement dans les banlieues pétersbourgeoises. Ces actions permettent d'apporter nourriture, soins de premières urgences et réconfort. Les mesures d'hygiène sont strictes, les prises de température systématiques, les distances sociales respectées autant que se peut.

Le coronavirus est un marqueur impitoyable des inégalités sociales, peu importe où, que ce soit à Saint-Petersbourg, Bogota, Calcutta ou même à Genève, Lausanne, Zurich, le virus exacerbe, sans état d'âme, la misère de millions d'êtres humains. ■

Pierre Jaccard

Infos sur www.suisse-solidaire.org

Les Russes se soulèvent sur la toile

RUSSIE • A l'occasion du 1^{er} mai, plusieurs formations, dont le Parti communiste, ont protesté contre la gestion de la crise du Covid-19 par l'exécutif.

Le 1^{er} mai reste une journée de mobilisation importante en Russie. Chaque année, la Fête des travailleurs est l'occasion de rassemblements dans de nombreuses villes. En pleine pandémie, cette tradition s'est tenue de manière virtuelle dans les grandes agglomérations où le confinement a été prolongé jusqu'au 11 mai. Le chef de l'Etat a étendu la période chômée qui a débuté fin mars chargeant le gouvernement d'élaborer un plan de sortie progressive du confinement à partir du 12 mai. «La situation reste difficile. Les spécialistes et scientifiques avec lesquels nous sommes en contact permanent pour vérifier nos plans et mesures disent que le pic n'a pas encore été atteint», a précisé Vladimir Poutine. La semaine passée, la pandémie avait causé le décès de 1'073 personnes et contaminé 104'000 habitants. Si l'essentiel des cas sont enregistrés à Moscou, dans sa région et à Saint-Petersbourg (deuxième ville du pays), les derniers bilans montrent que le virus se propage dans les 85 régions russes, dont les systèmes de soins sont bien plus fragiles.

Pertes budgétaires

Cette crise sanitaire se double d'une crise économique. Selon plusieurs organismes financiers, les prévisions pour l'année 2020 font état d'une récession de 4% à 6%. Avant la pandémie, la Russie était sur

une trajectoire de croissance d'environ 2%. «La chute des prix des hydrocarbures, que l'accord «OPEP +» n'a pas vraiment permis d'enrayer, devrait occasionner des pertes budgétaires de l'ordre de 40 milliards de dollars. Pour autant, la Russie paraît plutôt bien préparée à ces épreuves. Elle dispose d'importantes réserves de change (plus de 500 milliards de dollars), elle n'est pratiquement pas endettée (moins de 15% du PIB) et elle s'est mise en ordre de bataille dès 2014 – à la suite des sanctions occidentales – pour réduire sa vulnérabilité aux chocs extérieurs», explique Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe.

Manque de soutien gouvernemental

Une situation économique qui a un impact social désormais. De nombreuses mobilisations ont éclaté dans le sud du pays comme en Ossétie à Vladikavkaz et virtuelles ces dernières semaines. La première a eu lieu à Rostov-sur-le Don le 20 avril autour d'un «flash mob» (rassemblement éclair) devant des bâtiments publics pour dénoncer le manque de soutien à la population confinée. La population subit de nombreux licenciements et une forte baisse des revenus. Cela conduit une partie des Russes à s'endetter, sachant qu'avant la pandémie, le surendettement inquiétait fortement le système bancaire.

Médecins, salariés, dirigeants de petites et moyennes entreprises, tous protestent contre la faiblesse des aides gouvernementales. D'autres militent sur les réseaux sociaux contre les contraintes de circulation autour du mot d'ordre: «Nous voulons travailler!». Il s'agit d'une nouvelle formation, libérale, le Parti de la croissance, créé par l'homme d'affaires et candidat à la présidentielle de 2018 Boris Titov, avec des entrepreneurs. Pour Arnaud Dubien, «une certaine nervosité gagne les acteurs économiques et la population. Le gouvernement a certes annoncé deux trains de mesures de soutien à l'économie, mais elles consistent principalement en des baisses et des reports de charges, en des prêts bonifiés et en une revalorisation des allocations-chômage. Il y a très peu d'aides directes, en particulier aux PME, le Kremlin cherchant, semble-t-il, à éviter au maximum de puiser dans les réserves».

Cette défiance qui reste encore limitée, le président bénéficiant encore de 63% d'opinions favorables, pousse l'exécutif à lâcher du lest. «Malgré le pic de l'épidémie, ils ont déjà annoncé vouloir déconfiner dans les semaines qui viennent. Ils ne veulent surtout pas risquer une désobésissance visible», analyse une journaliste du quotidien *Novaya Gazeta*. ■

Vadim Kanenka

Paru dans *L'Humanité*

Pandémie et pollution

COVID-19 • 11'000 décès liés à la pollution de l'air auraient été évités en Europe grâce à la chute de la consommation d'énergies fossiles.

C'est ce qu'a calculé le Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), un organisme de recherche indépendant basé en Finlande. Les mesures de lutte contre le coronavirus ont entraîné une réduction d'environ 40% du niveau moyen de pollution par le dioxyde d'azote (NO₂) et de 10% du niveau moyen de pollution par les particules au 30 avril, ce qui a permis d'éviter 11'000 décès dus à la pollution atmosphérique. «Cet effet est dû au fait que la production d'électricité à partir du charbon a diminué en moyenne de 37% et la consommation de pétrole d'environ 1/3. La combustion du charbon et du pétrole est la principale source de pollution par le NO₂ et les principales sources de pollution par les particules fines en Europe», explique l'organisation. En Suisse, la baisse du niveau des polluants aurait été de 27% depuis la mise en place de l'état d'urgence, de 51% en Espagne ou de 43% en Italie.

Asthme en nette baisse

Le CREA estime qu'avec cette réduction de la pollution, 1,3 million de jours d'absence du travail ont pu être évités. Le confinement a aussi empêché 6'000 nouveaux cas d'asthme chez les enfants, ainsi que 1'900 cas de visites aux urgences en raison de crises d'asthme et 600 naissances prématurées. La plupart de ces effets sur la santé sont liés à l'exposition chronique à la pollution atmosphérique et se concrétiseront au cours des prochains mois et années. Les auteurs de la recherche, Lauri Myllyvirta et Hubert Thieriot, ont déclaré avoir utilisé une modélisation statistique détaillée basée sur les données horaires relatives à la qualité de l'air provenant de plus de 3'000 stations de surveillance. «Notre étude peut servir de démonstration frappante des avantages de la réduction des polluants pour la santé publique et la qualité de vie dans le cas où les décideurs européens donnent la priorité à la pureté de l'air, à l'énergie propre et aux transports propres dans leurs plans de sortie de crise», ont-ils encore précisé. ■

Réd.

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

Une autre épidémie dont on a moins parlé

Ce qu'on fait de vous
hommes femmes
Ô pierre tendre tôt usée...
Louis Aragon

L'intensité de la lutte contre le coronavirus au moment d'un Premier Mai fêté en sourdine peut évoquer une autre forme d'épidémie. Ce n'est pas une épidémie au sens sanitaire du terme, bien qu'elle partage nombre de caractères avec une vraie épidémie et bien qu'elle ait aussi des répercussions dans le domaine de la santé. Cette autre forme d'épidémie, c'est la désindustrialisation qui, depuis les années 1970, a touché le Nord développé, tout en s'accompagnant de nombreuses délocalisations vers l'Europe de l'Est et les pays du Sud. A la manière d'un virus très contagieux, elle s'est répandue dans un grand nombre de pays et a détruit des pans entiers de leur économie, avec la disparition d'une quantité d'entreprises et la mise au chômage d'une foule de salariés. Ainsi entre 1995 et 2013, la part de l'industrie dans l'emploi est passée de 32,6% à 24,7% en Allemagne, de 23,2% à 17,9% en France et de 23,3% à 16% au Royaume-Uni. En France, l'industrie a perdu 1,9 million d'emplois entre 1980 et 2007. Et même en Suisse, 21'000 postes ont été supprimés dans l'industrie de 2007 à 2017. La situation est plus grave dans certains pays et c'est une litanie de noms d'entreprises fermées souvent brutalement qui vient à l'esprit: Peugeot-Citroën à Aulnay, les hauts-fourneaux de Gandrange et Florange, Saint-Gobain à Auvellais, Moulinex en Basse-Normandie, Goodyear à Amiens, Continental à Clairoux, l'usine Renault de Vilvorde en Belgique. Tout cela s'est ajouté à la fin de l'exploitation minière dans le Nord-Pas-de-Calais et au Royaume-Uni (le Nord de la France ayant aussi souffert du déclin du textile). Les libéraux, optimistes comme toujours, disent qu'il s'agit d'une nouvelle ère du développement économique, où les secteurs de moindre valeur ajoutée quittent les pays développés qui se concentrent sur le tertiaire et sur les produits à haute valeur ajoutée; dans le même temps, les régions moins développées reprennent à leur compte la production à faible valeur ajoutée et entament ou dynamisent leur industrialisation, quoi de mieux! En réalité, l'épidémie est liée au passage au capitalisme actionnarial: les actions ne servent plus à soutenir la réussite des entreprises mais à fournir aux actionnaires des profits maximaux. Il devient alors évident que dans un contexte mondialisé, il s'agit de transférer systématiquement la production dans des pays meilleur marché aux points de vue salarial, social et fiscal. La contagion se fait à travers les multinationales qui adoptent toutes la même ligne, et elle s'étend sans obstacle parce que la logique du système condamne tous les acteurs à suivre la même stratégie sous peine d'être perdants dans la compétition. Parmi les causes de la maladie, on peut encore ajouter l'instabilité du capitalisme de casino, dont la crise de 2007-2008 a été une belle illustration. Maladie économique, la désindustrialisation brutale du Nord est aussi une maladie sociale. L'explosion du chômage depuis les années 1970 est catastrophique. Il y avait plus de 3 millions de chômeurs au Royaume-Uni au milieu des années 1980. En 2014, la France comptait 2,8 millions de chômeurs, auxquels il fallait ajouter 1,4 million supplémentaire de sans-emploi non considérés comme chômeurs. En France, en 2014, plus de 40% des chômeurs étaient de plus des chômeurs de longue durée. Or le chômage est destructeur au niveau individuel aussi bien que collectif.

Au niveau individuel, il blesse profondément l'identité et l'estime de soi, cause des sentiments d'humiliation et d'indignité. Au niveau collectif, il ébranle considérablement les communautés locales et leurs modes de vie. Revin, dans les Ardennes, est une ville qui comptait 4'000 ouvriers et n'en avait plus qu'une poignée en 2018, alors qu'elle avait perdu la moitié de sa population. Voici le bilan que Manuella Roupnel-Fuentes fait de la fermeture de Moulinex: «Ces épisodes dans l'histoire économique et sociale bas-normande ont laissé beaucoup de traces dans le territoire et la mémoire régionale. Il faut rappeler tout le maillage familial, parental, amical et syndical qu'a contribué à former l'entreprise d'électroménager...». On peut aussi mentionner le véritable effondrement culturel qu'a représenté la fermeture des mines du Nord-Pas-de-Calais. De la résidence dans les corons à l'encadrement dans des associations, syndicats et pratiques communautaires, les mineurs vivaient dans un monde particulier, fondé sur la solidarité: «C'est la rétraction de cette dimension et la régression de certaines structures collectives qui a laissé de nombreuses personnes privées de leurs points de repères antérieurs».

Mais où la parenté de la désindustrialisation avec une maladie est encore plus claire, c'est dans les effets qu'elle produit au niveau de la santé tant physique que psychique. Le mal-être des personnes mises brutalement au ban de la société favorise les maladies cardiovasculaires et aggrave les maladies comme le diabète, l'hypertension, les ulcères et l'obésité. Un article de 2019 cite une étude néerlandaise selon laquelle le risque de maladie coronarienne est 20% plus élevé chez les chômeurs. Ce risque accru est à mettre en rapport avec la fréquence de l'alcoolisme et du tabagisme chez les personnes sans emploi. La santé psychique n'est pas épargnée, puisque le chômage génère aussi du stress, de l'anxiété, des troubles psychosomatiques, l'insomnie et la dépression. Le risque de suicides est 2,2 fois plus grand chez les chômeurs. Une étude du NHS Scotland de 2015 estime que le chômage augmente le risque de mortalité prématurée de 63%. Une étude française de 2015 évaluait de son côté entre 10'000 et 14'000 le nombre des décès dus chaque année au chômage.

On est forcé de constater l'écart entre les mesures énergiques décidées par les gouvernements face au coronavirus et la passivité (quand ce n'était pas l'activisme anti-ouvrier chez Margaret Thatcher) des autorités politiques face à des maladies sociales comme la désindustrialisation. Bien sûr comparaison n'est pas raison, et un virus attaquant nos organismes est tout autre chose qu'une pratique économique déstabilisant les sociétés avec des moyens inhumains. Mais les éléments précédents montrent que la différence n'est pas aussi évidente entre un virus et des licenciements massifs: les deux attaquent la santé des êtres humains et peuvent entraîner leur mort. Et si l'on se soucie des virus, n'est-ce pas parce qu'ils sont des organismes sans valeur boursière qui visent les riches comme les pauvres, alors que lutter contre les responsables des maladies sociales voudrait qu'on neutralise les géants du capitalisme mondialisé qui dictent leur agenda aux gouvernements?

Il serait donc temps de prendre au sérieux la rapacité spéculatrice autant que les virus: car n'a-t-on pas aussi le droit d'être protégé des profiteurs qui de manière irresponsable ont gâché et gâchent encore tant de vies?

Jean-Marie Meilland

1) Les chômeurs de Moulinex, Presses Universitaires de France, Paris, 2015, voir le site: <https://books.google.ch/books?>

2) Le déclin industriel du Nord-Est de la France, voir le site: <https://www.superprof.fr/ressources/scolaire/geographie/expose-geo/tous-niveaux-exp/economie-nordiste.html>

L'œuvre variée de René Burri

EXPO • Le Musée de l'Élysée expose une partie du Fonds René Burri, connu pour avoir été le «photographe du Che».

René Burri (1933-2014) est surtout connu pour sa célèbre photo de Che Guevara, le cigare à la bouche, réalisée en 1963, qui est devenue une icône mondiale. Certes, une paroi de l'exposition est consacrée à cet entretien entre le leader cubain et une journaliste du magazine *Look*, au cours de laquelle Burri réalisa près de deux cent cinquante images. Mais l'œuvre de ce photographe zurichois, l'un des plus importants du 20^e siècle, ne se réduit pas à cela! Elle est immense et extrêmement variée.

Rigueur des compositions

On découvrira d'abord ses travaux de jeunesse, alors qu'il fréquentait la Kunstgewerbschule Zürich de 1949 à 1953. Il y suivit notamment les cours du photographe Hans Finsler, qui était dans le sillage de la Nouvelle Objectivité. Grâce à l'enseignement de celui-ci, il acquit une maîtrise technique parfaite, le goût de la clarté et des compositions rigoureuses. D'un autre professeur, Johannes Itten, qui avait enseigné au Bauhaus, il apprit les techniques fondamentales du dessin et de la peinture. Une salle, qui propose de belles aquarelles et gouaches, est d'ailleurs consacrée à cet aspect méconnu de son activité artistique. Mais surtout, le Musée de l'Élysée nous invite à une balade à travers cette œuvre énorme et multiforme, de manière très libre, car l'accrochage ne comporte pas de commentaires des nombreuses photos exposées. Et l'on suivra ainsi le parcours de toute une vie de globe-trotteur, qui nous amènera aux quatre coins du monde.

Son œuvre comporte des sujets politiques: Fidel Castro à la tribune, reportage pendant la guerre du Vietnam, portrait d'Anouar el-Sadate en couverture d'une revue. Car René Burri, membre de la prestigieuse agence



Mexique. Etat du Chiapas, 1982.

René Burri

Magnum depuis 1959, a travaillé pour les revues les plus connues, telles *Die Woche* ou *Du*. Il s'est intéressé aussi aux aspects de la vie quotidienne, accordant une grande importance à la rue et à la circulation urbaine. Il a abordé aussi le monde de la technologie, qu'il s'agisse des fusées spatiales, de l'extraction du pétrole ou à la construction moderne. Il a réalisé de nombreux portraits, par exemple de Picasso, de Simenon, du danseur Rudolf Noureev. Il a multiplié les autoportraits, mais sans complaisance narcissique, au contraire en recourant à une certaine autodérision. Il a fait de grands reportages, notamment aux Etats-Unis, au Brésil, en Egypte, dans les Emirats arabes, et surtout en Chine où il s'est rendu plusieurs fois.

Inventivité

Sans jamais tomber dans l'esthétisme gratuit, son œuvre photographique témoigne d'éminentes qualités. Les cadrages sont toujours remarquables et originaux. Il aimait notamment les prises de vue en plongée et en contre-plongée, ainsi que les perspectives

cavalières ou aériennes. Il jouait sur les ombres et les lumières, comme dans cette photo qui montre le corps nu d'une femme enceinte, sur lequel se projettent les rais de la lumière qui a traversé les interstices du store. Si son œuvre est surtout en noir-blanc, il a aussi parfaitement maîtrisé la couleur. Relevons l'existence de ses photomontages, dans lesquels il a incorporé parfois des éléments extérieurs comme des menus, des étiquettes, des tickets de transport, etc. Enfin René Burri s'est toujours intéressé au cinéma. L'exposition présente quelques extraits de ses nombreux films documentaires.

Tout cela témoigne à la fois d'une prodigieuse inventivité, d'une capacité à saisir et à photographier le monde, d'une grande variété dans ses sujets et d'une capacité de renouvellement constant. Avec Werner Bischof, René Burri se classe au premier rang des photographes suisses. ■

Pierre Jeanneret

«René Burri. L'explosion du regard», Lausanne, Musée de l'Élysée, à partir du 12 mai. Entrée gratuite.

Le temps des ouvriers

TÉLÉVISION • Avec pour conseiller scientifique l'historien Xavier Vigna, Stan Neumann explore trois siècles d'histoire ouvrière.

Certains la décrètent disparue; d'autres l'idéalisent à outrance. La classe ouvrière, dont Stan Neumann retrace ici l'histoire, se tient à bonne distance de ces deux visions. Bien vivante, jusque dans ses contradictions, elle se déploie entre l'hier et l'aujourd'hui, entre les fabriques textiles anglaises du XVIII^e siècle et les usines taylorisées du XX^e, entre le printemps des peuples de 1848 et les grandes grèves de 1936 et 1968. Des ouvriers et des ouvrières de notre temps, et de différentes nationalités, partagent leurs expériences: Christian Corouge, ancien de Peugeot-Sochaux, décrit l'impact du travail à la chaîne tant sur le mental que sur le physique; Ghislaine Tormos, l'une des figures de la lutte des PSA-Aulnay, raconte le conditionnement des corps. Il faut aussi entendre ces ex-sidérurgistes belges dont les yeux s'illuminent en se remémorant l'entraide dans les hauts-fourneaux.

Tout un vécu de résistances protéiformes

Le film, au travers de ses quatre épisodes, accorde une place particulière à la généalogie des symboles: drapeau rouge, drapeau noir, poing levé... Il explore autant les aspects politiques et sociaux que culturels, avec, entre autres, la prédilection des ouvriers britanniques des années 1960 pour le rock et le rythm'n blues.

Sans délaisser tout à fait les débats théoriques (communisme versus anarchisme, socialisme scientifique versus socialisme utopique), *Le Temps des ouvriers* se veut d'abord la restitution passionnée de tout un vécu de résistances protéiformes. Sont évoqués le mouvement des «briseurs de machines» dans l'Angleterre de 1811-1812 ou les stratégies plus individuelles telle la «perruque», qui consiste à détourner le temps de travail pour des réalisations personnelles. Il est également question d'autogestion, avec l'Es-

pagne de 1936 et ses 3'000 usines réquisitionnées, ou avec les Lip, à Besançon, en 1973. Le fil conducteur du documentaire n'est autre, au fond, que ce combat pluriséculaire pour l'autonomie, contre toutes les formes de tutelle, qu'elles soient le fait des bourgeoisies ou du pouvoir d'État.

Un voyage dans le passé plus que bienvenu

Né à Prague, dans la Tchécoslovaquie socialiste, le réalisateur n'omet pas non plus d'aborder la condition ouvrière derrière le rideau de fer (la répression des ouvriers de Berlin-Est en 1953, celle de l'insurrection de Budapest en 1956, ou du soulèvement de Poznan, en Pologne, la même année...).

Impossible de proposer ici davantage qu'un modeste aperçu de la richesse du film, lequel, déjà, se limite pourtant au seul mouvement ouvrier européen (d'où le fait qu'Octobre 1917, au cœur d'un précédent documentaire de Stan Neumann¹, soit à peine effleuré).

Ponctuée de séquences d'animation créatives, d'analyses de philosophes (Jacques Rancière, en particulier) et d'historiens (Marion Fontaine, Arthur McIvor...), cette fresque ne manquera pas, quoi qu'il en soit, de stimuler l'imagination de toutes celles et tous ceux qui, ouvriers ou non, entendent œuvrer en vue d'une société libérée de l'exploitation. Alors que la quasi-paralysie de l'appareil productif, crise sanitaire oblige, fait ressortir l'utilité sociale de certains métiers trop peu considérés, *Le Temps des ouvriers* offre un voyage dans le passé plus que bienvenu pour aborder d'un regard déterminé et éclairé les luttes à venir autour du travail. ■

Laurent Etre

1 *Lénine, Gorki, la Révolution à contretemps* (2017)

Le Temps des ouvriers, sur Arte.tv, jusqu'au 26 juin 2020
Paru dans *L'Humanité*

Les murs intérieurs de Pina Bausch

DANSE • Le site de la Compagnie de la plus célèbre chorégraphe allemande propose la vision de «Palermo Palermo», une pièce forte sur les rapports femmes-hommes et des éclats du quotidien sicilien théâtralisé.

L'art du collage métaphorique, les émotions fortes liées aux détresses humaines, la violence, le décalage absurde et des compositions impressionnistes font partie intégrante du travail artistique de Philippina Bausch. Elle vit le jour à Solingen, près de Cologne, en 1940 avant de devenir la grande dame de la danse subvertie par le théâtre (*Tanztheater*). Dans son enfance inquiète marquée par la guerre - les bombardements incendiaires de la Ruhr - et son après, elle regarde, se met à l'écoute de la clientèle de passage dans l'auberge paternelle. «Il s'y passait toujours tant de choses étranges. C'est un background que je n'ai jamais voulu perdre», relève la chorégraphe en 1986.

Sa vie durant, elle eut à cœur de développer un rapport attentif aux gestes de l'enfantin et vaguement solennels: faire rebondir un ballon sur une jupe, balayer délicatement le sol de ses longs cheveux, défiler les corps pliés en deux, comme blessés, sautillant sur une musique de fanfare militaire écossaise. Des chorégraphies de l'Allemande, on peut garder certains fragments tour à tour étonnamment lumineux et douloureux. «Personne n'a jamais pensé que j'avais de l'humour. On n'a assurément pas saisi que mon travail se construisait à plusieurs niveaux. Mes pièces s'apparentent à des compositions musicales. On peut les voir plusieurs fois et de façon toujours différente», explicite l'artiste à l'auteur et critique de danse, Norbert Servos.

Champ de bataille poétique

C'est naturellement le cas pour le mélodrame impressionniste *Palermo Palermo* fuyant la carte postale, reflet d'une Italie en construction-destruction qu'avait captée Pasolini en toile



Dans «Palermo Palermo», sous la parade de femmes comme cibles, le désir inassouvi d'aimer sans se soumettre.

Akiko Miyake

de fond sociale de *Théorème*. Elle est créée en 1989 à l'invitation de Leoluca Orlando, le maire emblématique de la cité sicilienne connu pour ses positions anti-mafias et promigrants. Il est toujours en place sous pandémie. Qui met les précarisés confinés et rationnés au bord de l'implosion sociale par manque de soutien du gouvernement central. La pièce est le miroir et le sismographe d'une humanité ébranlée, querelleuse, implorante, joueuse aussi, cherchant à assouvir desirs et perspectives. Les effluves orientaux du folklore sicilien et les chants africains se mêlent aux battements sourds des cloches que borde la cymbalisation des cigales, ramenant à une atmosphère archaïque. Au plateau, des

comportements pertinemment déconstruits, des ambiances passées en surréalistes saynètes.

Comment ausculter l'anatomie de passions contrastées? La séquence d'ouverture est anthologique. Un mur de parpaings s'effondre en nuages de poussière. Pour Pina Bausch, il existe «partout dans le monde, dans nos têtes, des murs invisibles.» Native d'Adelaïde, membre aujourd'hui de la Compagnie depuis plus de trente ans, Julia Shanahan surgit d'entre les décombres, marchant avec détermination posée sur ses talons hauts. Le public est alors encouragé à saisir la vulnérabilité des interprètes, et à se laisser orienter par la «fluidité émotionnelle» de Bausch, explique l'interprète en 2016.

Rageusement, elle dessine un X au sol avant de le reproduire sur son visage. En mode «Je te désire moi non plus», elle réclame à corps et à cris qu'un homme lui prenne la main avant de l'écartier violemment. Chaloupant sur un air blues et féministe des années 30, elle ordonne ensuite que des tomates lui soient projetées à la figure. Entre amour et haine, hantise et force, la confusion des sentiments est surexposée. S'interroger sur la manière paradoxale par essence d'aimer et de vivre dans de zones parfois de catastrophes compte parmi les questions essentielles de l'œuvre de la chorégraphe. Tous les interprètes sont en demande d'amour. Ainsi une femme humecte ses lèvres, les saupoudre de sucre

avant de convier homme à l'embrasser. Les femmes semblent sporadiquement confinées dans le deuil et une colère indicible alors que les hommes se révèlent naufragés, désemparés dans leur propre univers. L'accentuation d'un geste, le dynamisme d'une séquence sont redevables à un prodigieux travail de montage dramaturgique.

Détournements

«Regarder cela ne me sert à rien. Il s'agit d'une autre manière de recevoir et de sentir.» D'où la scène troublante qui voit un homme se faire cuire un œuf sur fer à repasser, la femme qui le seconde étant vêtue d'un tablier blanc et d'une culotte. Elle est exposée tel un objet érotique dérivé de l'imagerie de la femme d'intérieur, possiblement en situation d'asservissement volontaire ou non aux fantasmes du masculin. Un masculin parodié et totalement décalé. On comprend dès lors mieux l'attrait esthétique et de recherches exercé par la chorégraphe sur Pedro Almodovar, son cinéma baroque et désenchanté figurant l'impossible rencontre avec l'autre.

Par tout un travail préparatoire exigeant d'improvisations basé sur l'intime et le vécu du danseur, la bataille continue de Pina Bausch consiste à émanciper ses interprètes - par ailleurs impeccablement formés à la danse classique - des moules surannées du passé et vidés de sens. En répétitions, elle mobilise des situations concrètes, humeurs, émotions incitant les danseurs à faire ressurgir des souvenirs enfouis et indicibles. Ainsi les scènes dansées et sketches théâtraux infusent un sentiment de défaite et de tourment. Non sans un humour intermittent. ■

Bertrand Tappolet

A voir sur: www.pina-bausch.de

Roman méconnu d'Annemarie Schwarzenbach

LIVRE • «Les Amis de Bernhard», un hymne à l'adolescence des Années Folles.

Pour celles et ceux qui ne connaîtraient pas le nom d'Annemarie Schwarzenbach (1908-1942), rappelons quelques éléments de sa biographie. Elle naît dans la haute bourgeoisie industrielle zurichoise. Elle est la petite-fille du général Ulrich Wille. Sa famille, proche de l'extrême droite, exprime ouvertement ses sympathies envers Hitler. A dix-neuf ans la jeune fille, dont de nombreuses photos montrent le visage androgyne, quitte ce milieu étouffant. En 1930, elle se lie d'amitié avec Klaus et Erika Mann, les enfants de Thomas Mann. Avec eux, elle mène le combat antifasciste. Elle vit des amours saphiques. Elle effectue de nombreux voyages qui sont aussi des reportages, souvent de qualité. L'un d'entre eux l'amène jusqu'à Kaboul, en compagnie de la grande voyageuse Ella Maillart. Mais elle est reprise par le démon de la cocaïne. En 1939 elle rentre définitivement en Suisse, enchaînant dépressions, tentatives de suicide et séjours dans des cliniques psychiatriques. Elle meurt en 1942 des suites d'une chute à bicyclette en Engadine. *Les Amis de Bernhard* constituent son premier roman, écrit à vingt-trois ans en 1931. Il se situe entre la fin des années 1920 et le tout début des années

1930. On y trouve une ou deux allusions à la crise économique et une seule mention de Hitler. Le contenu du livre n'est donc pas politique. Le récit est avant tout de nature psychologique. C'est, à travers les personnages de Bernhard, Inès, Christina, Gert ou encore Léon, l'évocation d'une jeunesse aisée qui vit son adolescence dans une époque de liberté exaltante, mais déjà menacée par la montée du nazisme.

Ces jeunes gens et jeunes filles viennent d'une ville allemande «impitoyablement ennuyeuse». Leurs parents sont des bourgeois cossus aux idées conventionnelles, contre lesquelles ils se rebiffent. Le personnage central est le jeune Bernhard, passionné de musique. Mais ils sont tous liés entre eux par l'amour de l'art: musique, danse, dessin, peinture ou sculpture. En même temps, ils manquent de confiance en leurs capacités artistiques. C'est l'âge des grandes ambitions et des doutes. Ils vivent une vie de bohème que leurs aînés considèrent comme dissolue: l'alcool coule à gogo, dans la fumée des cigarettes. «Ils appartiennent sans conteste à une jeunesse nouvelle», écrit l'auteure. Notamment parce que «les valeurs que l'on croyait éternelles et que nos maîtres représentaient ont été

mises à bas», et cela par la Première Guerre mondiale et ses conséquences.

Doubles de l'auteure

La seconde partie se joue à Paris, où Bernhard est allé poursuivre ses études de musique. La ville est assez peu décrite dans le roman, à l'exception de quelques pages. On trouve aussi une jolie évocation du Tessin, où les jeunes gens séjournent avant de gagner Florence, attirés par le Sud comme l'étaient les jeunes aristocrates faisant leur Grand Tour au XVIII^e siècle.

Bernhard, mais aussi d'autres personnages masculins et féminins, sont un peu les doubles d'Annemarie Schwarzenbach. Le roman est donc assez fortement autobiographique. Ainsi l'homosexualité y tient une place importante, tantôt un peu voilée, tantôt évoquée très directement. La relation entre Gert et Léon est ouvertement homosexuelle et volontairement provocante, pour l'époque. Elle attire la réprobation des «bourgeois». Le rapport entre Bernhard et son mentor bien plus âgé, le médecin Gérald, est également fort ambigu. Peut-être l'auteure s'est-elle inspirée de la relation clairement homosexuelle entre l'oncle Edouard et son



Annemarie Schwarzenbach.

LDD

neveu en révolte Bernard, dans *Les Faux-Monnayeurs* d'André Gide, paru en 1925.

On comprend que cette vie moderne et libre ait pu fasciner le lecteur jeune de 1931. Paru en traduction française en 2012 seulement aux Editions Phébus/Libella, le livre vient d'être réédité dans la collection de poche Libretto. C'est une bonne

chose, dans la mesure où ce petit opus décrit bien l'atmosphère d'une époque définie. Cependant, la lecture de ce roman nous conforte dans notre opinion selon laquelle le talent littéraire d'Annemarie Schwarzenbach a été largement surfait... ■

Pierre Jeanneret

Annemarie Schwarzenbach, *Les Amis de Bernhard*, Paris, Libretto, 2020, 172 p.